

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-04 du 31 janvier 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Des représentants républicains à la Chambre réintroduisent l'US Reciprocal Trade Act
2. Lors de son audition devant le Sénat, Howard Lutnick, nommé Secrétaire au Commerce, s'est prononcé en faveur de droits de douane transversaux

Climat – énergie – environnement

3. Le Président Trump ordonne de maximiser l'acheminement de l'eau du nord vers le sud de la Californie
4. Le Président Trump crée un conseil chargé d'évaluer l'Agence fédérale de gestion des situations d'urgence (FEMA)

Transport et infrastructure

5. Le Secrétaire aux Transports engage la révision des normes de consommation de carburant automobiles

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. L'USDA prévoit pour 2025 une inflation alimentaire stable par rapport à 2024

Propriété Intellectuelle

Brèves

Numérique et innovation

7. Microsoft et Meta annoncent la poursuite de leurs investissements en infrastructures d'IA
8. Les valeurs technologiques américaines reculent après l'annonce de DeepSeek AI

Santé

9. Le Sénat auditionne Robert F. Kennedy avant de voter sur sa confirmation au poste de Secrétaire à la Santé et aux Services sociaux (HHS)

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Des représentants républicains à la Chambre réintroduisent l'US Reciprocal Trade Act

Le 24 janvier, Riley Moore (R-Virginie-Occidentale), appuyé par 8 co-sponsors républicains, a [introduit](#) une proposition de loi à la Chambre quasi-identique à l'US Reciprocal Trade Act (USRTA) introduite en 2019 par Sean Duffy, récemment assermenté comme Secrétaire au Transport.

Cette proposition de loi permet au Président, s'il détermine que (i) un tarif douanier étranger appliqué à un produit donné est significativement plus élevé que le tarif américain réciproque sur ce même produit, ou que (ii) les barrières non-tarifaires (seules ou combinées à des tarifs) appliquées sur un produit donné posent des contraintes plus importantes que celles des États-Unis, (a) d'amorcer la négociation d'un accord bilatéral en vertu duquel le pays étranger s'engagerait à réduire ou éliminer le tarif ou les barrières non-tarifaires concernés ou (b) d'imposer un tarif égal au tarif ou barrières de ce pays.

Lors de son discours sur l'état de l'Union de 2019, le Président Trump avait exhorté le Congrès à adopter ce projet. Plus récemment, Peter Navarro, récemment nommé Conseiller senior pour le commerce et l'industrie de D. Trump, a également soutenu l'USRTA dans sa contribution au Project 2025 de la Heritage Foundation, dans un essai intitulé « [Plaidoyer en faveur d'un commerce équitable](#) ».

2. Lors de son audition devant le Sénat, Howard Lutnick, nommé Secrétaire au Commerce, s'est prononcé en faveur de droits de douane transversaux

Le 29 janvier s'est [tenue](#) l'audition de Howard Lutnick pour le poste de Secrétaire au Commerce par la Commission au Sénat pour le Commerce, la Science et le Transport, présidée par Ted Cruz (R-Texas).

Lors de cette audition, H. Lutnick a décrit le CHIPS Act comme un « excellent acompte » pour amorcer le rapatriement de la filière de production aux États-Unis, sans s'interdire de faire évoluer sa mise en œuvre, en mentionnant qu'il passerait le programme en revue. En matière de politique commerciale, H. Lutnick a déclaré sa préférence pour des droits de douane transversaux plutôt que sectoriels afin d'éviter d'amorcer une dynamique de rétorsions. Il a insisté sur l'importance de la réciprocité entre les États-Unis et ses principaux partenaires commerciaux, en déclarant : « un bon mot pour cette

administration, à répéter à l'infini, est celui de réciprocité ». En matière de sécurité économique, il a indiqué la volonté de l'administration Trump II de renforcer l'action du Bureau of Industry and Security (BIS), responsable de la mise en œuvre du dispositif de contrôle export américain, grâce à l'utilisation de droits de douane (« *empower BIS with tariffs* »).

Brèves

- Le 24 janvier, le Bureau du Représentant américain au Commerce (USTR) a officiellement annoncé le lancement des enquêtes s'agissant de la mise en application des engagements pris par la Chine dans le cadre de [l'accord Phase One](#) et de l'identification des [pratiques commerciales discriminatoires](#) par des pays étrangers, comme prévu par le mémorandum présidentiel America First Trade Policy [voir [Brèves sectorielles du 24 janvier 2025](#)].
- Le 28 janvier, Scott Bessent a été [assermenté](#) comme 79^e Secrétaire au Trésor des États-Unis, après un vote de confirmation au Sénat à 68 contre 29 la veille.
- Le 29 janvier, Scott Bessent a [participé](#) à sa première rencontre d'introduction (virtuelle) avec le ministre des Finances du Japon, Katsunobu Kato. S. Bessent a insisté sur l'importance de la coopération nippo-américaine sur les questions économiques et sécuritaires en Indopacifique.

Climat – énergie – environnement

3. Le Président Trump ordonne de maximiser l'acheminement de l'eau du nord vers le sud de la Californie

La Maison-Blanche a [publié](#) le 24 janvier un décret présidentiel intitulé « Emergency Measures to provide water resources in California and improve disaster response in certain areas ». Ce décret indique que « les pompiers ont été incapables de lutter contre le feu en raison d'un manque d'eau et d'une infrastructure hydraulique inadéquate » et que les États-Unis doivent fournir au sud de la Californie les ressources en eau nécessaires malgré les politiques locales « activement nuisibles ». Le décret demande aux administrations fédérales concernées de prendre toutes les mesures nécessaires sous quinze jours pour garantir, maintenir ou utiliser l'infrastructure nécessaire pour prévenir et lutter contre les incendies en Californie. Il demande également de passer outre les politiques de l'État de Californie et de revenir ou d'annuler les mesures existantes

qui empêchent la maximisation des livraisons d'eau. Le décret prévoit notamment que le Secrétaire à l'Intérieur accélère toutes les actions liées aux demandes d'exemption concernant la protection des espèces menacées pour l'exploitation à long terme du « [Central Valley Project](#) » et du « [State Water Project](#) », deux systèmes d'infrastructures hydrauliques transportant de l'eau du nord vers le sud de la Californie, notamment pour l'irrigation des exploitations agricoles de la Vallée centrale. Le décret demande également aux agences fédérales de préparer des plans d'action pour traiter les questions des déplacements de population et des opérations de nettoyage et de gestion des déchets à Los Angeles et en Caroline du Nord. Enfin, le décret demande que le procureur général enquête sur « l'utilisation abusive » des subventions fédérales visant à financer les actions de prévention du risque incendie de la ville de Los Angeles.

4. Le Président Trump crée un conseil chargé d'évaluer l'Agence fédérale de gestion des situations d'urgence (FEMA)

La Maison-Blanche a [publié](#) le 24 janvier un décret présidentiel intitulé « Council to assess the Federal Emergency Management Agency » qui crée, pour une durée d'un an renouvelable, un conseil d'évaluation de l'Agence fédérale de gestion des situations d'urgence (FEMA). Ce décret indique que sa mission est de conseiller le Président sur la capacité actuelle de la FEMA à gérer les catastrophes naturelles et sur les modifications à apporter le cas échéant. Le décret prévoit que ce conseil produise un rapport à destination du Président qui traitera en particulier les points suivants :

- l'adéquation des réponses de la FEMA dans la gestion des catastrophes naturelles au cours des 4 dernières années,
- une comparaison avec les réponses apportées par les niveaux subfédéraux et les acteurs privés pendant la même période,
- un compte-rendu des débats sur le rôle et le fonctionnement de la FEMA et sur le fonctionnement de la gestion des catastrophes naturelles aux États-Unis,
- une étude historique sur la manière dont étaient gérées les catastrophes naturelles avant la création de la FEMA, en 1979,
- le rôle des États fédérés et leur coordination avec le gouvernement fédéral dans le cadre de la gestion des catastrophes naturelles,
- une évaluation de la capacité de la FEMA à soutenir les États fédérés plutôt qu'à s'y substituer en cas de catastrophe naturelle,
- une analyse des principaux arguments dans le débat public en faveur ou contre la réforme de la FEMA.

Transport et infrastructure

5. Le Secrétaire aux Transports engage la révision des normes de consommation de carburant automobiles

Le 28 janvier, dans la foulée de la prestation de serment marquant son entrée en fonction, le Secrétaire aux Transports S. Duffy a [signé](#) un [mémoire ministériel](#) ordonnant le lancement immédiat d'un processus de révision des normes de consommation de carburant automobiles, dites normes « CAFE » (Corporate Average Fuel Economy standards), applicables aux véhicules produits sur la période 2022 à 2027 et au-delà.

À l'appui de cette décision, le Secrétaire Duffy a cité plusieurs objectifs énoncés dans le décret présidentiel Unleashing America Energy (EO 14154), notamment ceux d'éliminer « l'injonction publique aux véhicules électriques » (*EV mandate*) et de promouvoir « un véritable choix du consommateur » (*true consumer choice*) [voir [Brèves sectorielles du 24 janvier 2025](#)].

Le mémoire précise que cette révision portera en particulier sur les deux règlements suivants, édictés par l'administration précédente :

- CAFE Standards for Model Years 2024-2026 Passenger Cars and Light Trucks ([87 FR 25710](#), publié le 2 mai 2022)
- CAFE Standards for Passenger Cars and Light Trucks for Model Years 2027 and Beyond and Fuel Efficiency Standards for Heavy-Duty Pickup Trucks and Vans for Model Years 2030 and Beyond ([89 FR 52540](#), publié le 24 juin 2024) [voir [Brèves sectorielles du 14 juin 2024](#)].

Le Secrétaire Duffy a déclaré qu'« il était à pied d'œuvre pour mettre à exécution la vision du Président [Trump] pour inaugurer un âge d'or des transports en prenant des mesures immédiates pour mettre fin aux pratiques d'excès de pouvoir de l'administration (*government overreach*) et pour abaisser les coûts pour les Américains qui travaillent dur ». Affirmant que « le peuple américain ne devrait pas être forcé de faire le sacrifice du choix et d'un prix abordable lors de l'achat d'un véhicule », il a ajouté que ce mémoire allait alléger des normes « excessivement pesantes et contraignantes » qui ont « inutilement fait grimper les coûts des véhicules » dans l'objectif de « pousser un agenda radical de Green New Deal ».

Industrie

Brèves

- La Semiconductor Industry Association (SIA) se [félicite](#) de la ré-introduction par la Chambre des représentants de la [proposition de loi](#) Semiconductor Advancement and Research (STAR) Act qui prévoit de prolonger la section 48D du CHIPS and Science Act portant sur le crédit d'impôt à l'investissement pour la production avancée (Advanced Manufacturing Investment Credit – AMIC). Ce dispositif – qui, dans le cadre législatif en vigueur, ne porte que sur les projets industriels lancés avant le 31 décembre 2026 – permet d'octroyer à un porteur de projet un crédit d'impôt de 25 % de la valeur des investissements réalisés dans des capacités de productions de semi-conducteurs et d'équipements de fabrication. La proposition de loi STAR prolongerait cette mesure aux projets lancés jusqu'à fin 2036 et l'étendrait aux investissements dans les installations devant accueillir des capacités de conception de semiconducteurs.

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. L'USDA prévoit pour 2025 une inflation alimentaire stable par rapport à 2024

Le Département américain de l'Agriculture (USDA) a [publié](#) ses prévisions sur l'évolution des prix alimentaires pour l'année 2025. Il prévoit une augmentation des prix alimentaires à un rythme similaire à celui de 2024, mais inférieur à la moyenne des 20 dernières années. Globalement, les prix des aliments devraient croître de 2,2 %, à l'intérieur d'un intervalle de -0,4 % à 4,9 %. Les prix des aliments consommés à domicile devraient progresser de 1,3 %, tandis que ceux des aliments consommés hors foyer augmenteraient de 3,6 %.

Les œufs seraient le produit qui connaîtrait la plus forte hausse en 2025, estimée à 20,3 % avec un intervalle de prévision allant de 0,1 % jusqu'à 45,3 %. L'épidémie de grippe aviaire qui a débuté en 2022 ne faiblit pas et contribue à une hausse continue des prix des œufs depuis cette date, en réduisant le nombre des poules pondeuses. Cette augmentation en 2025 s'ajouterait à celles observées en 2022 (32,2 %), 2023 (1,4 %) et 2024 (8,5 %).

Les prix des fruits et légumes devraient croître de 8,6 % et 1,4 % respectivement cette année. Le prix de ces catégories avait légèrement baissé en 2024 en raison de la baisse des coûts des intrants et de l'augmentation de la production de certains produits, mais la tendance est amenée à s'inverser car certaines zones de culture ont été touchées par des conditions météorologiques extrêmes au cours du second semestre 2024, notamment des ouragans dans le sud-est du pays. Les orangers de Floride, premier État producteur, sont également fortement touchés par la « maladie du dragon jaune » qui devrait peser sur la récolte 2025.

À l'inverse, des produits alimentaires verront leur prix baisser en 2025 ou connaîtront une hausse moins marquée qu'en 2024. Ainsi, globalement, le prix de la viande n'augmenterait que de 0,8 % en 2025 (après 2,8 % en 2024). En particulier, la viande de porc (-2,1 %) et la viande de bœuf (-3,9 %) verraient leur prix diminuer en 2025. Les huiles végétales connaîtraient également une baisse de prix (-1,6 %, après +2,4 % en 2024).

Propriété Intellectuelle

Brèves

- Le Bureau des droits d'auteur (US Copyright Office) a [publié](#) son deuxième rapport sur l'intelligence artificielle. Celui-ci détaille ce qui est protégeable en matière de droits d'auteur pour les œuvres créées par l'intelligence artificielle générative.
- Le Bureau des Brevets et des Marques (US Patent and Trademark Office) a [publié](#) sa nouvelle stratégie en matière d'intelligence artificielle (IA). Ce document a pour objectif de décrire comment l'agence vise à relever les promesses et les défis de l'IA dans le cadre de la politique de propriété intellectuelle, des activités de l'agence et de l'écosystème d'innovation de manière générale.

Numérique et innovation

7. Microsoft et Meta annoncent la poursuite de leurs investissements en infrastructures d'IA

Le 30 janvier, Microsoft et Meta ont annoncé – à l'occasion de la présentation de leurs résultats semestriels – une augmentation de

leurs dépenses d'investissement, notamment dans les infrastructures d'intelligence artificielle.

La directrice financière de Microsoft, Amy Hood, a [indiqué](#) que les dépenses d'investissement avaient atteint 22,6 Md\$ au quatrième trimestre 2024, un niveau qui devrait se maintenir aux premier et deuxième trimestres 2025. Plus de la moitié de ces investissements concernent des actifs de long terme, principalement des serveurs CPU et GPU. Le PDG de Microsoft, Satya Nadella, a précisé que Microsoft a doublé la capacité de ses centres de données en trois ans et que les revenus liés à l'IA atteignent 13 Md\$, en hausse de 175 % sur un an.

La directrice financière de Meta, Susan Li, a [annoncé](#) que Meta anticipe des dépenses d'investissements de 60 Md\$ à 65 Md\$ en 2025. Pour le quatrième trimestre 2024, les dépenses se sont élevées à 14,8 Md\$, principalement allouées aux serveurs, aux centres de données et aux infrastructures réseau. Le PDG de Meta, Mark Zuckerberg, a annoncé la construction d'un centre de données de 2 GW, destiné à soutenir les besoins en IA de l'entreprise.

8. Les valeurs technologiques américaines reculent après l'annonce de DeepSeek AI

L'annonce du modèle d'intelligence artificielle DeepSeek-R1 par la startup chinoise DeepSeek AI a entraîné une vive réaction sur les marchés financiers, avec une baisse de 17 % des actions de Nvidia, de 4 % pour Alphabet et de 2 % pour Microsoft.

Cette chute s'explique par la [présentation](#) des ressources qui auraient été mobilisées pour développer DeepSeek-R1, lequel aurait été conçu avec un budget estimé à 6 M\$, un montant nettement inférieur aux investissements de ses concurrents américains pour le développement de nouveaux modèles d'IA. Sam Altman (OpenAI) a [relevé](#) la progression de l'IA chinoise et souligné l'importance de maintenir l'avance technologique américaine. Nvidia a [relativisé](#) l'impact immédiat de DeepSeek, déclarant que « les progrès réalisés par l'entreprise chinoise montrent l'utilité de ses puces pour le marché chinois et indiquent qu'il faudra davantage de puces à l'avenir pour répondre à la demande de services de DeepSeek ».

Le Président Trump, interrogé sur cette annonce, a [déclaré](#) que celle-ci « est un signal d'alarme » pour l'industrie américaine. Il a déclaré que les États-Unis doivent se concentrer sur la compétition pour conserver leur avance technologique et a ajouté : « C'est bien ! Je considère cela comme positif ».

Brèves

- Le 27 janvier, le président de la Federal Communications Commission (FCC), Brendan Carr, a [annoncé](#) l'abandon d'une proposition de l'administration Biden visant à interdire la facturation groupée (*bulk billing*) des services Internet pour les résidents d'appartements, de condominiums et de logements sociaux. B. Carr a déclaré que cette proposition « aurait pu augmenter de 50 % le prix du service Internet pour certains foyers » et a qualifié la mesure de « sur-réglementation ».

Santé

9. Le Sénat auditionne Robert F. Kennedy avant de voter sur sa confirmation au poste de Secrétaire à la Santé et aux Services sociaux (HHS)

Robert F. Kennedy Jr. (RFK), nommé par le Président Trump pour diriger le Département de la Santé et des Services sociaux (HHS), a été successivement auditionné par la Commission des [Finances](#) et la Commission de la Santé, de l'Éducation, du Travail et des Retraites ([HELP](#)) du Sénat, les 29 et 30 janvier. Les membres de ces deux Commissions, puis le Sénat dans son ensemble, devront prochainement voter à la majorité simple afin de confirmer sa nomination. Lors des deux auditions, RFK a fait part des priorités qui seraient les siennes s'il était confirmé, afin de mettre en œuvre l'agenda sur les questions de santé mis en avant par Donald Trump durant sa campagne (« Make America Healthy Again »).

Les questions des membres des deux Commissions ont notamment porté sur ses prises de position passées, dans lesquelles il exprimait des doutes sur l'efficacité des vaccins ou suggérait qu'il serait ouvert à une restriction de l'accès à la pilule abortive Mifepristone. RFK a plusieurs fois indiqué que certains de ses propos sur les vaccins avaient pu être tronqués ou sortis de leur contexte, et répété qu'il était « pro-vaccins ». Il a aussi indiqué qu'il s'en remettrait à la politique du Président s'agissant de l'accès au Mifepristone, une pilule abortive. En réponse aux questions de plusieurs membres des deux Commissions sur ses intentions à l'égard des programmes d'assurance publics Medicare et Medicaid, il a indiqué qu'il « n'a[vait] pas de large proposition en vue de [les] démanteler », mais que D. Trump lui avait demandé d'en « améliorer le fonctionnement ». Il a suggéré que D. Trump avait l'intention de signer un décret présidentiel exprimant son soutien à la négociation par CMS, agence

en charge des programmes Medicare/Medicaid, de plafonds tarifaires pour certains traitements, mise en œuvre par l'administration Biden dans le cadre de l'Inflation Reduction Act (IRA). Le 29 janvier, CMS a publié un court message [indiquant](#) également que la négociation se poursuivrait mais qu'elle interrogerait bientôt les parties prenantes pour en améliorer la « transparence ». RFK a également indiqué lors son audition par la Commission des Finances du Sénat que la réduction de la dépendance des États-Unis aux importations chinoises s'agissant des produits de santé et de leurs intrants était une priorité du Président Trump.

Les réactions des membres du Sénat qui ont interrogé RFK ont été généralement partagées selon les lignes partisans. Plusieurs Sénateurs républicains ont toutefois rejoint les élus démocrates en exprimant leur inquiétude sur ses positionnements passés sur la vaccination, à l'image du Président de la Commission chargée de la santé, B. Cassidy (R-Louisiane), également membre de la Commission des Finances. Ancien médecin, il a longuement insisté, dans ses propos introductifs de l'audition, sur les bénéfices des vaccins dans la prévention de maladies graves.

Brèves

- Le 28 janvier, l'entreprise de dispositifs médicaux Zimmer Biomet, basée dans l'Indiana, a [annoncé](#) avoir conclu un accord en vue de l'acquisition de l'entreprise Paragon 28, spécialiste des implants du pied et de la cheville, pour un montant de 1,1 Md\$.
- Le 28 janvier, l'entreprise américaine de tests génétiques 23andMe, qui connaît depuis plusieurs mois des difficultés financières, a [indiqué](#) qu'elle étudiait des « alternatives stratégiques », qui pourraient inclure sa vente ou sa restructuration. L'entreprise californienne avait déjà annoncé un premier plan de restructuration comprenant la suppression de 200 emplois en novembre dernier [voir [Brèves sectorielles du 15 novembre 2024](#)].

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)